

<https://ujfp.org/spip.php?article3284>



12 juin 2014, la destruction d'al-Araqib - Objectif : faire disparaître les Bédouins

- KKL - Bédouins - Bédouins -



Date de mise en ligne : mercredi 25 juin 2014

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Une lettre de Gadi Aldazi [*].

Chers amis,

C'est le genre de lettre que je me garde d'envoyer. Certains d'entre vous ont suivi notre travail depuis 4 ans contre les expulsions des Bédouins d'Israël, des citoyens israéliens (à l'extérieur de la ligne verte, un projet se met aussi en place afin de chasser les Bédouins de Cisjordanie - un grand nombre d'entre eux venant d'Israël d'où ils ont été chassés au cours de la guerre de 1948. Un grand nombre d'entre eux vivent dans la vallée du Jourdain, souvent réduits, y compris beaucoup d'enfants, à travailler dans les colonies dont les plantations consomment l'eau des Palestiniens).

Nous, Tarabut-Hithabrut [1], nous étions focalisés sur les luttes des Bédouins d'Israël, le groupe le plus pauvre et le plus discriminé du pays.

En particulier, avec nos amis du Forum pour la coexistence dans le Néguev et les Rabbins pour les droits de l'homme, nous avons soutenu une petite communauté bédouine, al-Araqib, située à seulement quelques kilomètres de la grande ville de Beer-Sheva. Expulsés de leur sol ancestral dans les années 1951-1952, certains s'étaient arrangés pour s'installer à proximité puis, les différentes colonies agricoles israéliennes ayant perdu tout intérêt pour leurs terres, à y retourner progressivement. Le gouvernement israélien était alors suffisamment puissant - au moins sur le papier - pour exproprier et chasser les Bédouins mais pas pour coloniser le sud du pays. A la veille des années 2000, les différents gouvernements successifs ont commencé, avec l'aide matérielle du KKL [2], une guerre d'usure contre les Bédouins. Considérés jusqu'alors comme de "bons Arabes", loyaux et résignés, ils deviennent "ennemi de l'intérieur", souvent criminel, faisant de trop nombreux enfants et squattant les terres de l'Etat (terres qui se trouvent être celle dont des Bédouins ont été expropriés). Le KKL sert d'avant-garde dans cette guerre, plantant des arbres (des espèces improductives mais qui poussent rapidement) afin de s'attribuer unilatéralement la propriété de la terre et créer des zones où l'agriculture des Bédouins sera impossible.

Profitant donc que certains n'avaient été expulsés qu'à quelques kilomètres au nord de leurs terres, quelques habitants d'al-Araqib ont pu se réinstaller sur leurs terres et reconstruire leur village autour de leur cimetière, créé en 1914 et demeuré intact. C'est alors qu'a commencé la guerre d'usure : épandages aérien d'herbicide (2002-2003) occasionnant des dommages à long terme sur la santé, destruction des récoltes [3], démolitions répétées ...etc. Nos archives [4] en donnaient le détail dans un texte de 2010 (qui aura besoin d'être mis à jour tellement j'ai appris depuis dans mes conversations avec les anciens et à travers mes propres recherches).

En juillet 2010, c'est tout le village qui a été détruit, près de 400 personnes ont ainsi perdu leur foyer ! On n'avait pas connu de démolition à cette échelle depuis 1949 ! Et depuis 2010, les cabanes reconstruites par les habitants ont été redémolies près de 70 fois. En janvier-février 2011, les autorités israéliennes ont tenté de forcer une solution en portant des séries d'attaques quotidiennes sur les familles qui étaient restées : personnes battues, tirs de gaz lacrymogènes et de Flash-Ball, arrestations ... La plupart des familles ayant de jeunes enfants ont préféré partir ; quelques-unes sont restées, se réfugiant dans l'enceinte du cimetière.

La bataille juridique est toujours en cours ; il semble impossible aux Bédouins de pouvoir gagner au tribunal. Les sionistes avaient pourtant reconnu la propriété des Bédouins sur leurs terres et leurs en avaient acheté. Mais c'était avant la création de l'Etat d'Israël : aujourd'hui il est pratiquement impossible pour les Bédouins de prouver qu'ils étaient propriétaires et même si ils le pouvaient, pratiquement toutes les terres avaient été confisquées il y a

plusieurs douzaines d'années aux termes de lois de circonstance [\[5\]](#) (1953).

Depuis 2010, grâce à sa résistance entêtée, al-Araqib est devenu le premier cas où des Bédouins ont mené une bataille juridique d'importance au sujet de leurs droits fonciers. Ils sont allés devant la Cour suprême à trois reprises et les procès sont toujours en cours. En d'autres termes, nous n'avons pas encore perdu et l'Etat ne peut pas prétendre enregistrer automatiquement les terres confisquées en "domaine de l'Etat". (Je dois préciser que cette bataille se déroule autour d'un espace relativement petit mais ses conséquences peuvent avoir une portée considérable pour toutes les communautés bédouines).

C'est sans doute une des raisons qui explique pourquoi les autorités sont récemment entrées dans une nouvelle phase afin de littéralement effacer le village de la surface de la Terre et forcer les familles à s'installer dans une "ville de regroupement" (des cités spécialement construites pour les Bédouins dans les années 1970 dans le cadre d'un projet destiné à les couper de leurs liens avec leur terre et à les forcer à la prolétarianisation). Une autre raison, peut-être de plus de poids, est un important projet de colonisation de la moitié sud d'Israël, le désert du Néguev, lancé en 2005-2006. Celui-ci imposait de "résoudre le problème bédouin", c'est-à-dire de faire de la région une zone sans aucun problème, susceptible d'attirer investisseurs et colons.

Ces plans de règlement du "problème bédouin" ont porté différents noms dans le passé. Sa dernière version, le "plan Praver", prévoyait l'expulsion de 30 à 40 000 Bédouins du Néguev et imposait la résolution de leurs revendications foncières. Al-Araqib devenait le symbole de la résistance bédouine. Ce plan dû être annulé à la suite de manifestations massives fin 2013. La politique de l'Etat vis-à-vis des Bédouins changea encore, cette fois d'un projet énorme en une guerre d'usure quotidienne. Dans cette guerre, al-Araqib reste un des principaux objectifs.

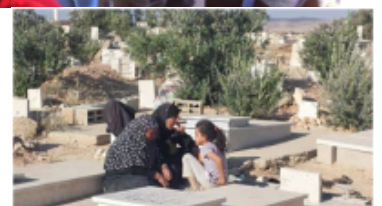
Ceci m'amène aux événements de la semaine dernière. Au cours de ces 3 dernières années (les attaques violentes datent des premiers mois de 2011), les familles qui résistaient avec leurs - petits - enfants avaient installé un campement dans l'enceinte du cimetière. Depuis un mois les signes s'étaient multipliés, montrant que les autorités étaient prêtes à franchir une ligne rouge : pénétrer dans ce lieu en principe inviolable pour y attaquer les familles et y détruire leurs habitations improvisées. Les villageois avaient réussi à faire tenir al-Araqib 4 ans depuis sa destruction complète et 12 ans depuis les premières attaques par les autorités mais cette fois, l'Etat avait décidé que cette petite localité devait disparaître.



Le "village" dans l'enceinte du cimetière



Les hommes dans la mosquée improvisée



Dans le cimetière



Détente à l'ombre d'un figuier

Les habitants d'al-Araqib ont reçu des ordres d'expulsion il y a quelques semaines, ordres qui auraient dû être frappés de nullité : les bicoques qui y étaient désignées avaient été démolies depuis longtemps ! Un détail : les juges montraient peu d'empressement à discuter de cartes, résistant ainsi à la pression de l'Etat, mais l'un d'entre eux, un colon, décida d'aller au-delà de ses obligations et ordonna la démolition totale des constructions dans le cimetière avec la seule présence d'un officier d'Etat donc, sans l'avocat représentant les villageois (12 juin 2014).

En quelques minutes, police, forces spéciales, bulldozers et camions pénétrèrent dans le cimetière. Les habitants furent encerclés et forcés de se réfugier dans la petite mosquée. Parmi ceux-ci, une jeune mère et son nouveau-né de 40 jours, une autre avec un bébé d'à peine 8 mois et plusieurs personnes très âgées, hommes et femmes. Nous, une vingtaine de militants, étions enfermés avec eux. Je peux résumer les différents événements mais je suis encore trop accablé pour les raconter dans le détail. Je préfère vous montrer ces quelques photos.



Les forces spéciales et leur équipement : grenades, flashballs etc...





Démolitions, incendies...



Les habitants ne pouvaient que regarder casser, écraser, réduire en poussière tout ce qu'ils avaient réussi à reconstruire pendant ces années de lutte. Des maisons ont été incendiées, des réservoirs d'eau vidés et confisqués. L'avocat des villageois, surpris par cette décision d'expulsion unilatérale a immédiatement fait appel auprès du tribunal du district. Les représentants du Minhal, l'administration foncière israélienne, refusèrent malgré tout d'arrêter

les démolitions dans l'attente du résultat de l'appel, demandant même à leurs équipes d'accélérer leur rythme de destruction. Quand finalement un juge présenta une injonction de retarder les démolitions, 95% des structures avaient été abattues.

En fin d'après-midi il devenait clair pour tous, confinés dans la mosquée - une grande tente ouverte d'un côté et surmontée d'un petit minaret - qu'étant donné l'investissement en moyens pour réaliser cette démolition, son exécution, coordonnée comme une attaque militaire avec un soutien important de l'administration, que cette journée ne pouvait pas se terminer sans violence et des arrestations.



Confiscations (ici la citerne du village)



... et sourire satisfait du responsable policier (spécialisé pour les Bédouins) !

Des forces spéciales ont alors envahi cette mosquée improvisée, nous dispersant violemment, détruisant le minaret et arrêtant 7 personnes dont 2 mineurs et 2 militants, un jeune de Tel-Aviv et le rabbin Arik Ascherman, des Rabbins pour les droits de l'homme.

Certains se sont ensuite installés pour camper sur place. Le lendemain, vendredi, deux enfants ont été kidnappés (je n'ai pas d'autre mots) par des escadrons de police spéciale et détenus pour "intrusion", c'est-à-dire simplement pour être ici. Dimanche matin, toutes les cabanes improvisées ont été démolies et tous les conteneurs d'eau apportés depuis vendredi ont été confisqués.



Les femmes affrontant les forces spéciales



Deux pré-adolescents sont arrêtés pour "intrusion"

Nos camarades militants ont été présents mais, passé la solidarité et notre seule présence dans les pires moments, nous ne pouvons pas offrir grand-chose en termes de soutien matériel. A moins que ne nous trouvions des juges qui veulent vraiment nous écouter les ordres d'expulsion vont continuer à être appliqués au moins jusqu'au 12 juillet. D'ici là, nous nous attendons à de nouvelles démolitions, à un harcèlement constant et peut-être une tentative par les autorités de restructurer l'ensemble de l'espace - par exemple clôturer les tombes et déclarer que le reste du terrain n'est pas vraiment un cimetière et peut par conséquent être traité comme ils ont fait le reste de la région : sans pitié.

C'est un moment difficile, et pas seulement pour al-Araqib. Alors que la farce des interminables « négociations de paix » est terminée et que la politique étrangère de Netanyahou est confrontée à une débâcle, les Palestiniens d'Israël et des Territoires occupés doivent en payer le prix. La démolition d'al-Araqib fait partie d'une campagne plus vaste : l'expulsion des occupants d'Iqrit (un petit village palestinien dans le Nord, rasé en 1951 mais que des descendants des habitants occupent depuis 2012) ; la décision d'opter pour une ligne dure vis-à-vis de la grève de la faim des prisonniers palestiniens accompagnée de l'alimentation forcée ; le plan d'expulsion des Bédouins de Cisjordanie et un nouveau comité chargé par le gouvernement de traiter les affaires bédouines et dirigé par l'extrême droite de l'extrême droite.



La vie après la destruction (surveillée par une voiture de police au loin)

Je ne pourrais pas conclure de cette façon. L'histoire d'al-Araqib est surtout une leçon de courage, de sacrifices quotidiens, de femmes supportant le poids de cette lutte pendant des années ; vous pouvez voir quelques-uns de leurs visages dans ces photos. C'est vraiment incroyable que ces Palestiniens d'Israël soient si souvent oubliés (parce qu'on ne présente les Palestiniens que dans les Territoires occupés ou dans les camps de réfugiés) ! Et ce sont les Bédouins, souvent oubliés même dans les tentatives d'écriture de l'histoire palestinienne, qui ont su mener

une telle lutte face à des forces bien supérieures.

En même temps, les Palestiniens font partie du petit nombre des peuples indigènes confrontés à une colonisation active et qui ont réussi à se positionner en un défi politique toujours vivant. Ce n'est pas une lutte au sujet des traces et les restes d'un peuple indigène. C'est un combat pour son futur et pour rendre possible un futur différent pour nos deux peuples ici.

Gadi Agazi
Tel Aviv, 16 juin 2014

Photos de Gadi Agazi sauf les 8e et 14e, © ActiveStill (www.activestill.com)

Les photos sont toutes accessibles [en cliquant ici](#)

[Suite provisoire, le 20 juin 2014]

Une douzaine de familles et quelques militants résistent toujours. Les adultes occupent le terrain, passant leurs journées sous un arbre à discuter et à donner des nouvelles au téléphone (amis, militants) ; les enfants jouent auprès d'eux (les vacances scolaires ont commencé en Israël). Tous sont constamment et étroitement surveillés par la police. La solidarité s'est tout de suite organisée pour fournir eau, nourriture, couvertures ... et pour recharger les téléphones portables.

La nuit, tout le monde dort dehors, entre les tombes. Tous : les enfants comme les vieux (dont le chef du village, le Sheikh Sayah Al-Turi, les femmes comme les hommes. La police les surveille même la nuit. Une nuit, ils ont fait circuler leurs voiture près des tombes à grande vitesse, créant la panique qu'on imagine, chacun ayant peur pour les enfants qui auraient pu être victimes d'un accident. Ou va-t-on ?

Le 12 juin, une brigade spéciale de la police israélienne, des bulldozers et camions ont pénétré dans l'enceinte du cimetière d'Al Araqib.

Les habitants ont dû observer que tout ce qu'ils avaient réussi à reconstruire après 70 démolitions de leur village, depuis 2011 a été broyé en morceaux, en poussière, y compris le minaret de la mosquée. Il ne reste plus rien, même les réservoirs d'eau ont été vidés et emmenés.

Silvia Boarini a filmé cette catastrophe :

[*] Titre original " Demolishing Al-Arakib, June 2014 : Transfer is the Goal", lettre de Gadi Algazi, membre de l'organisation israélienne Tarabut-Hithabrut. Traduction et notes : Michel, UJFP

[1] Mouvement social et politique arabe-juif qui s'occupe des problèmes les plus brûlants en Israël liés à la division des politiques israéliennes d'oppositions entre, d'une part, les luttes contre l'occupation et, d'autre part, les luttes contre les inégalités et pour la justice sociale à l'intérieur du pays (voir : <http://www.tarabut.info>)

[2] Le KKL, initiales de Keren kayemeth lelsrael (כֶּרֶן קַיֶּמֶת לְיִשְׂרָאֵל), [Fonds pour la création d'Israël](#), a été créé en 1901 afin d'acheter des terres qui constitueront le territoire du futur Etat juif. A la suite de 1948, le KKL a géré les terres que les Palestiniens avaient été obligés d'abandonnées, les distribuant aux nouveaux colons. Depuis, le KKL se concentre principalement sur le reboisement, l'aménagement des zones désertiques, la création de parcs et lacs ...etc. Dans les pays anglo-saxons, il porte le nom de Jewish National Fund, Fonds national juif.

[3] Des tracteurs du KKL ont été photographiés, labourant des jeunes pousses

[4] [Voir le site du KKL](#)

[5] En particulier la Loi sur la propriété des Absents (1950, voir https://www.knesset.gov.il/review/data/eng/law/kns1_property_eng.pdf) et la loi dite d'acquisition de la terre (1953). Cette dernière avait pour objet de légaliser les expropriations (le plus souvent de façon rétroactive) réalisées pour raisons militaires ou pour l'établissement de colonies (juives). Source : Middle East Journal, Vol. 7, No. 3, Summer 1953, p. 358.